



Conseil de sécurité

Distr. générale
1^{er} juin 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 1^{er} juin 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

J'ai l'honneur de me référer à la résolution [2531 \(2020\)](#) du Conseil de sécurité concernant la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), par laquelle le Conseil m'a prié de lui présenter, en consultation avec le commandant de la force, une lettre tenant compte des perspectives de tous les acteurs concernés, y compris mon Représentant spécial pour le Mali, et comportant : a) des informations sur les progrès des opérations de la Mission, y compris sur les problèmes rencontrés en matière de sécurité, et la mise en œuvre du plan d'adaptation ainsi qu'un point sur les débats de l'Instance de coordination au Mali ; b) des informations sur les performances et la relève du personnel en tenue, y compris des informations sur les restrictions non déclarées et leurs incidences sur la Mission ; et c) un point sur la mise en œuvre du cadre stratégique intégré et du plan de transition y afférent.

Progrès des opérations de la Mission

Comme je l'ai indiqué dans mon rapport ([S/2021/519](#)), l'insécurité continue de régner dans le nord du Mali, où des groupes extrémistes continuent d'opérer et de prendre pour cible les forces nationales et internationales, dans le cadre d'attaques de plus en plus complexes. La menace s'est intensifiée dans le centre du Mali, où les civils restent les victimes directes et indirectes de la violence de voisinage et des activités terroristes.

Dans cet environnement très complexe, la MINUSMA a continué de jouer un rôle déterminant en accompagnant l'application de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali et la transition politique ainsi que les mesures de stabilisation dans le centre du pays. La Mission a poursuivi ses bons offices, notamment pendant la période plus récente marquée par des troubles politiques, à la suite de la démission forcée du Président et du Premier Ministre. La présence de la Mission et ses efforts en matière de sécurité demeurent essentiels pour un règlement de la crise politique à Bamako, pour le bon déroulement du processus de paix et pour permettre aux autorités maliennes de renforcer leur présence dans le nord et le centre du Mali afin de faire en sorte que des services de base soient fournis à la population, en étroite coopération avec d'autres partenaires.

La MINUSMA a encore augmenté la cadence de ses opérations et redoublé d'efforts pour protéger la population civile et soutenir le redéploiement des Forces de défense et de sécurité maliennes. Dans la région de Gao, elle mène l'Opération Seka qui vise à sécuriser, protéger et stabiliser la route entre Gao, Ansongo et Labézinga, une route stratégique importante pour le commerce et les déplacements, qui relie les



plus grands centres de population de la région de Gao au Niger. Cette zone avait été de plus en plus infiltrée par l'État islamique du Grand Sahara, mais les opérations de la MINUSMA ont contribué à améliorer la sécurité et permis aux habitants de mener leurs activités et de sortir, même pour des périodes limitées. Le transfert en décembre 2020 d'une unité de police constituée de Gao à Ansongo a renforcé l'opération Seka en augmentant le nombre de patrouilles dans la ville d'Ansongo. Grâce à ces mesures, entre autres, il a été possible de réduire le nombre d'incidents contre les civils signalés à Ansongo, dans le quartier hydraulique (de 10 à 2 par semaine), et le long de l'autoroute Ansongo-Bara, où la plupart de ces incidents avaient eu lieu.

Du 8 avril au 19 mai, la force opérationnelle mobile a mené la première phase de l'Opération Meerkat, à l'ouest du fleuve Niger, en se concentrant sur le « triangle » Ansongo-In-Tellit-Tessit. Dans cette zone de nombreux conflits, où la population civile est souvent prise entre les feux croisés de l'État islamique du Grand Sahara et du Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin (JNIM), cette patrouille de Gao à Tessit, qui a duré 20 jours, a permis au personnel civil de la MINUSMA et aux représentants de l'État dans la région de se rendre dans la ville et de renforcer le dialogue avec les populations. En outre, la patrouille de la force opérationnelle mobile a mené des activités de coopération civilo-militaire en étroite coordination avec les homologues locaux, notamment les Forces armées maliennes stationnées dans la ville de Tessit, ce qui a contribué à accroître la confiance de la population locale.

Dans la région de Kidal, plusieurs opérations ont été menées, dont Galileo dans les environs de Tessalit, Galaxy dans les environs de Kidal et Copernic dans des zones clés de Tessalit et d'Aguelhok, pour décourager les tirs indirects et les attaques aux engins explosifs improvisés contre la MINUSMA et pour recueillir des renseignements afin de protéger la population locale contre les attaques des groupes armés. La composante militaire de la MINUSMA a également mené l'Opération Arer, comprenant des activités de coopération civilo-militaire et représentant également une manifestation de puissance autour des camps de la Mission, en réponse à l'attaque d'Aguelhok du 2 avril.

Axée sur le nord du Mali, l'Opération Farrier, lancée en novembre 2019, avait pour but de surveiller le respect de l'Accord de paix par les mouvements armés signataires. Afin de restreindre et limiter la circulation des armes dans le nord et de réduire le risque d'affrontements entre les groupes armés signataires, la Commission technique de sécurité a décidé qu'elle devait être préalablement informée de tout déploiement d'un convoi de plus de cinq véhicules et/ou contenant des armes lourdes. Ces derniers mois, les notifications qu'elle a reçues à ce titre ont considérablement baissé, preuve que la décision n'est pas respectée par les mouvements armés et que des mesures supplémentaires doivent être prises.

Dans la région de Tombouctou, la MINUSMA a mené plusieurs opérations et patrouilles à Ber, Tombouctou et Goundam. L'Opération Winner autour de Niafunké, Soumpi et Echellé a permis aux Forces de défense et de sécurité maliennes de se repositionner dans la zone. Elle a également permis à la Mission de renforcer son interaction avec les populations de ces zones.

Dans le centre du Mali, dans la région de Mopti, la MINUSMA a mené l'Opération Buffalo visant à protéger la population locale dans les zones concernées de la violence intercommunautaire. Dans le cadre de cette opération, la Mission a effectué des patrouilles à courte portée dans les environs de Sokoura et de Tori. Elle a également mené trois missions intégrées à Ogoussagou, Tori et Sokoura, ce qui lui a permis d'appuyer les initiatives locales de réconciliation et de cohésion sociale et de mener des enquêtes sur les droits humains. Les efforts coordonnés et les patrouilles des composantes militaire et de police de la MINUSMA ont renforcé la mobilisation de la population et les activités de collecte d'informations. La violence a ainsi pu être

évitée dans certains points chauds, notamment le 25 avril, lorsque la police de la MINUSMA a mis fin avec succès au détournement d'un minibus entre Douentza et Sévaré.

Au travers de l'Opération Mongoose, la composante militaire de la MINUSMA a continué de montrer qu'elle était flexible et qu'elle pouvait se déployer efficacement d'un secteur à l'autre pour protéger la population locale, un objectif clé du plan d'adaptation de la Mission. On en veut pour preuve le transfert d'un détachement du secteur est au secteur centre à la fin du mois de janvier et le déploiement d'une force d'opérations spéciales du secteur ouest au secteur centre pour une période limitée en janvier.

Mise en œuvre du plan d'adaptation

Il a fallu ajuster le calendrier de mise en œuvre du plan d'adaptation en raison de retards dans la constitution des forces et de l'expansion de l'infrastructure de la Mission du fait des restrictions dues à la pandémie de COVID-19 et au coup d'État d'août 2020, mais l'objectif du plan demeure : renforcer le dynamisme et la flexibilité de la Mission, en commençant par rendre sa composante militaire plus mobile et en intégrant et amplifiant progressivement les activités de ses composantes civile et de police.

Au cours du second semestre 2021, il est prévu d'envoyer ou transférer des ressources supplémentaires dans les domaines de la médecine et du génie ainsi que du renseignement, de la reconnaissance et de la surveillance dans les secteurs centre et ouest. L'expansion du camp de Mopti progresse. Des unités terrestres supplémentaires seront déployées dans le nouveau camp de 16 hectares entre juin et novembre 2021, tandis que le camp de 11 hectares destiné aux ressources aériennes sera achevé au premier trimestre 2022.

Les ressources suivantes manquent toujours : des unités d'hélicoptères de transport moyen, des unités d'hélicoptères armés et d'attaque, une force d'infanterie d'intervention rapide, des moyens mobiles d'intervention chirurgicale, une unité de renseignement, de surveillance et de reconnaissance à voilure fixe et un système de drone aérien. Dans la mesure du possible, pour des raisons de délai, la Mission envisage de recourir à des moyens militaires ou civils sous contrat (commerciaux).

Pour que la force opérationnelle de la Mission, un élément central du plan d'adaptation, soit pleinement fonctionnelle, il faudra régler d'autres questions hors du cadre de l'ONU soulevées par certains pays fournisseurs de contingents à propos, notamment, de l'évacuation sanitaire primaire, ce qui limite considérablement les zones de déploiement des contingents.

Coordination des présences de sécurité

L'Instance de coordination au Mali demeure un espace important pour la coordination des activités des Forces de défense et de sécurité maliennes, de la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel, des forces françaises, de la mission de formation de l'UE au Mali, de la mission de renforcement des capacités de l'Union européenne au Mali et de la MINUSMA. Elle permet de renforcer la coordination entre les partenaires, notamment en aidant les forces de sécurité maliennes à planifier l'organisation de la sécurité du référendum et des élections à venir, conformément à la feuille de route pour la transition.

Performance

En dépit du contexte de plus en plus difficile, la performance de la MINUSMA s'est améliorée, ce qui peut s'expliquer en partie par un changement progressif de la

façon de faire du commandement militaire (commandants des secteurs et des contingents) et de sa proactivité. Le personnel de base des contingents est lui aussi manifestement motivé et bien préparé.

Lors de l'attaque du 2 avril contre le camp d'Aguelhok, dans la région de Kidal, les Casques bleus de la MINUSMA ont repoussé fermement une attaque complexe menée par plus de 200 éléments extrémistes. Le déploiement temporaire de plusieurs unités dans des bases d'opérations dans les régions de Tombouctou et de Mopti, dans des circonstances difficiles, a facilité l'exécution du mandat et renforcé la mobilisation de la population dans ces régions.

Malgré cela, de grands défis, qui ont un impact négatif sur la performance, subsistent. Les pays fournisseurs de contingents n'ayant pas fait d'annonce de contribution pour l'achat de modules chirurgicaux mobiles légers, la Mission a demandé des équipes chirurgicales de campagne plus petites. Cependant, il en manque encore dans plusieurs unités de la force opérationnelle mobile, qui voient ainsi leur mobilité et leur flexibilité limitées.

Le personnel en uniforme de la MINUSMA continue d'avoir des problèmes dus à l'inadéquation du matériel, voire au manque de matériel, en particulier de véhicules blindés de transport de troupes et de véhicules protégés contre les mines, dont beaucoup ont été endommagés en cours d'opération et n'ont pas été remplacés ou n'étaient de toute façon pas adaptés à l'usage prévu. Ainsi, sur 40 véhicules blindés de transport de troupes ou de véhicules protégés contre les mines appartenant à deux compagnies de convois de combat basées à Gao, 22 sont inutilisables, dont 16 ayant été endommagés par des explosions (deux en 2021 et les autres entre 2018 et 2020). L'absence de matériel, notamment de véhicules, peut également s'expliquer dans une certaine mesure par des modalités d'entretien inadéquates. La MINUSMA s'efforce d'y remédier en veillant au respect des plans de maintenance programmée et au remplacement en temps voulu du matériel hors d'usage.

La police de la MINUSMA connaît un autre problème : la deuxième unité de police constituée basée à Mopti n'est pas complètement déployée. En effet, depuis mars 2020, la Mission n'a reçu qu'un détachement précurseur de 20 membres, le reste de l'équipe étant retardé, car son matériel reste bloqué à Dakar en raison d'un différend financier entre le contractant et le sous-traitant.

Évaluations des composantes militaire et de police de la Mission

Depuis janvier 2021, quatre unités militaires ont été évaluées, dont trois bataillons d'infanterie (comptant respectivement 645, 650 et 849 personnes) et un bataillon de convois de combat (525 personnes). Leur performance a été jugée satisfaisante, à l'exception d'une sous-unité, qui a eu des problèmes dans les domaines du renseignement, de la logistique, de l'exécution des tâches et de la protection des civils. Des mesures d'atténuation ont été mises en place pour améliorer la performance dans ces domaines. La pandémie de COVID-19 a empêché le bon déroulement des évaluations.

La police de la MINUSMA a réalisé 20 rapports d'évaluation de la performance depuis le 1^{er} janvier et des plans de mise à niveau ont été mis en place au besoin afin de maintenir ou d'améliorer les capacités opérationnelles sur le terrain. Vingt inspections de matériel appartenant aux contingents ont également été effectuées au cours de la période. Aucune unité de police constituée ni aucun contingent de la MINUSMA n'opère avec des restrictions non déclarées.

Le Secrétariat n'en ayant enregistré aucune, la MINUSMA considère que toutes les restrictions sont non déclarées, comme l'interdiction aux unités de se déployer en différents endroits d'un même secteur. Les restrictions non déclarées, qui entravent

les opérations de la Mission, ont été signalées au Siège, qui s'efforce d'atténuer leur impact en collaborant directement avec les pays fournissant des contingents. En parallèle, le commandant de la force de la MINUSMA s'est rendu dans les principaux pays fournisseurs de contingents pour parler des besoins opérationnels spécifiques au Mali.

Difficultés rencontrées

Malgré la flexibilité, la fermeté et le dynamisme dont fait preuve la MINUSMA, les conditions de sécurité ne cessent de se détériorer, en particulier dans le centre. En outre, la MINUSMA doit faire face à diverses situations où sa liberté de circulation est entravée, notamment dans les cercles de Bandiagara et Douentza, où la population locale et les Dozos (chasseurs traditionnels) manifestent contre elle en bloquant les routes. La MINUSMA réagit à ces hostilités en mettant en place un dialogue structuré avec les populations locales et les groupes d'autodéfense. Grâce à ces initiatives, les barrages mis en place contre les patrouilles de la MINUSMA depuis décembre 2020, notamment dans la région de Bandiagara, ont été levés et la MINUSMA a repris ses patrouilles.

Le bon déroulement du plan d'adaptation de la Mission dépendra des moyens dont celle-ci disposera, notamment des capacités de transport aérien, des formations de soutien médical renforcées et du personnel en uniforme qualifié doté du bon état d'esprit. Je demande à tous les États Membres de contribuer activement à la mise à disposition de ces capacités spécialisées.

Les engins explosifs improvisés continuent de toucher la population civile ainsi que les forces nationales et internationales, et restent une menace majeure pour la MINUSMA. En outre, lors des attaques contre la base opérationnelle temporaire de Kerena et le camp d'Aguelhok, les terroristes ont utilisé des explosifs dans le cadre d'attaques complexes, contrairement aux attaques aux engins explosifs improvisés sur les itinéraires de ravitaillement. Par ailleurs, de plus en plus de drones aériens non identifiés survolent les installations de la MINUSMA. La Mission continue de s'adapter à la menace en constante évolution des engins explosifs improvisés en mettant en place des mesures intégrées pour améliorer la perception de la situation, l'utilisation de la technologie, la formation et l'encadrement avant le déploiement et en cours de mission, et l'évacuation sanitaire, ce qui a été particulièrement efficace. Depuis janvier 2021, 68 engins explosifs improvisés ont été utilisés au Mali, dont 25 contre la MINUSMA (la MINUSMA en a récupéré et désamorcé 12 et on en a fait détonner 13).

La Mission a observé une diminution du nombre de civils blessés et tués par des explosions (diminution de 34 % en 2021 par rapport aux quatre premiers mois de 2020). Si les mesures de protection de l'ONU ont contribué à une meilleure prise de conscience des risques et à une plus grande résilience des populations à risque, un suivi supplémentaire est nécessaire pour déterminer les causalités ou savoir si la tendance actuelle va se poursuivre.

En janvier 2021, la Mission a mis en place une équipe spéciale de lutte contre les engins explosifs improvisés avec la participation des Forces armées maliennes, de la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel, des forces françaises et de la mission de formation de l'UE au Mali. Une stratégie commune est en cours d'élaboration.

Relève des contingents

Les restrictions liées à la COVID-19 ont conduit à faire des relèves groupées. Afin d'atténuer l'impact négatif de la relève, la Mission a ajusté le plan de relève de

sorte à garantir une présence continue du personnel en uniforme et limiter le nombre de relèves pendant les périodes opérationnelles « tendues ». Néanmoins, des difficultés subsistent du fait que les pays fournissant des contingents et du personnel de police ne respectent pas les plans de relève. Ainsi, au cours de la période considérée, deux bataillons ont été relevés en même temps, d'où une réduction considérable des opérations.

Application du cadre stratégique intégré et du plan de transition

La MINUSMA et l'équipe de pays des Nations Unies ont continué à se coordonner et à collaborer pour maintenir l'élan de la mise en œuvre de l'accord de paix et des efforts de stabilisation dans le centre du Mali, tout en intégrant des activités visant à accompagner la transition politique après le coup d'État. Ainsi, les analyses du conflit sous l'angle des questions de genre et des droits humains, l'analyse des risques environnementaux et l'inventaire des capacités de l'équipe de pays des Nations Unies ont été retardés. La planification de la transition à long terme, telle qu'elle est définie dans la deuxième phase de la feuille de route à long terme soumise au Conseil de sécurité en mars (S/2021/300, annexe), s'appuiera sur les résultats de l'inventaire des capacités et commencera dès que les critères de référence et les conditions définis dans la première phase de la feuille de route seront réalisés. Cette planification à long terme doit être vue comme une collaboration stratégique avec le Gouvernement hôte et d'autres partenaires afin d'affermir les acquis de la consolidation de la paix et prévenir tout conflit futur. Par conséquent, elle ne doit pas être prise comme un processus linéaire visant à transférer les tâches de la Mission à l'équipe de pays des Nations Unies ou au Gouvernement, mais plutôt comme un cadre de partenariat. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'application d'un cadre stratégique intégré révisé prévue dans la deuxième phase de la feuille de route.

Comme il est indiqué dans la feuille de route, la première phase – correspondant à la période de la transition politique actuelle au Mali – est axée sur l'obtention de résultats en mettant en œuvre un plan intégré d'appui à la transition élaboré par la MINUSMA et l'équipe de pays des Nations Unies, au cours de la période considérée. Conçu pour harmoniser l'appui que le système des Nations Unies apporte à la transition et aux priorités du mandat mis en œuvre par la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies, le plan a également pour objectif d'améliorer l'harmonisation de la planification stratégique et opérationnelle des différentes composantes de la Mission.

Pendant la période d'accompagnement de la transition, il faudra continuer de tirer parti des avantages comparatifs et des responsabilités clairement définies dans le cadre stratégique intégré précédent pour appuyer l'exécution du mandat d'une manière intégrée et globale. Les projets menés à Ansongo et Gao, décrits dans les deux paragraphes suivants, servent à illustrer comment la récente programmation conjointe est facilitée par l'approche intégrée, l'utilisation des avantages comparatifs, la répartition efficace du travail et la bonne gestion des ressources. Un bon exemple en est les initiatives coordonnées à l'appui de la sécurité dans le cadre de l'Opération Seka, décrites ci-dessus, menées par la composante militaire de la MINUSMA, associées aux bons offices de la MINUSMA, à des activités de cohésion sociale et de réconciliation, et au savoir-faire technique et à la programmation de l'équipe de pays et des institutions, fonds et programmes des Nations Unies.

Dans la région de Gao, la MINUSMA, le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont coopéré pour soutenir l'augmentation de la production alimentaire, améliorer les moyens de subsistance et renforcer la résilience des populations vulnérables, notamment des personnes rapatriées. Le projet comprenait également des initiatives conjointes visant à réduire les conflits intercommunautaires et à s'attaquer aux causes

profondes du recrutement de la population locale dans les groupes armés, notamment au sud de Gao. En étroite collaboration avec les autorités locales, la MINUSMA a fourni un appui dans les domaines suivants : sécurité, politique, technique et logistique ; et le PAM a assuré le développement des capacités des femmes, des jeunes et des autorités locales ainsi qu'un appui financier pour ces groupes. Ces initiatives intégrées ont été complétées par des activités de sensibilisation sur le maintien de la paix et la cohabitation s'inscrivant dans un cadre de dialogue mis en place par la MINUSMA et le HCR.

À Ansongo, la MINUSMA et l'équipe de pays des Nations Unies ont entrepris des activités intégrées visant à rétablir l'autorité de l'État et fournir des services sociaux de base, à travers des projets liés à l'environnement et à l'assainissement. Ces efforts conjoints ont permis de renforcer la résilience des populations locales face aux inondations, de renforcer la cohésion sociale et d'améliorer les relations entre la société civile et les nouvelles autorités étatiques, tout en essayant de prévenir de futurs conflits intercommunautaires liés à l'eau et à l'assainissement dans la région.

La MINUSMA a également travaillé en étroite collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies pour appliquer des mesures intégrées de lutte contre la pandémie de COVID-19 et continue de tirer parti d'avantages comparatifs dans la planification, la coordination et la mise en place du groupe de travail sur la pandémie de COVID-19 et de l'appui, le cas échéant, aux programmes de vaccination et aux initiatives de vaccination des Nations Unies contre la COVID-19.

Pour conclure, la MINUSMA, en coopération avec les autorités maliennes et divers partenaires, a changé les choses pour ce qui est de soutenir les mesures visant à prévenir la violence, à protéger les civils, à renforcer la résilience des populations et à promouvoir le dialogue aux niveaux national, régional et local. Cependant, il reste beaucoup à faire, notamment pour mettre fin à la propagation continue de la violence, renforcer les capacités de l'État dans les zones périphériques et promouvoir l'harmonie entre les populations. S'agissant des progrès réalisés jusqu'à présent, je tiens à saluer les efforts inlassables des hommes et des femmes de la MINUSMA, qui continuent d'exécuter le mandat malgré un environnement caractérisé par des menaces de plus en plus complexe et les restrictions imposées par la COVID-19. Bien que l'insécurité ne cesse de s'étendre, la MINUSMA a réussi à augmenter la cadence de ses opérations grâce à des solutions intégrées innovantes, qui ont donné des fruits dans plusieurs domaines, tels que la protection des civils et le dialogue avec les populations locales dans le nord et le centre du Mali. Les bons offices de la Mission, joints à l'action des médiateurs régionaux de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, sont indispensables aux efforts visant à régler la crise politique à Bamako et à prévenir toute nouvelle escalade.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) António **Guterres**